

MESURES DU BUDGET 2009-2010 ET NOUVEAU RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS II

**Présentation de Brian Girard
Sous-ministre adjoint
Politiques économiques et fiscales
Ministère des Finances du Québec**

***Conférence sur le financement
de la PME québécoise***

3 juin 2009

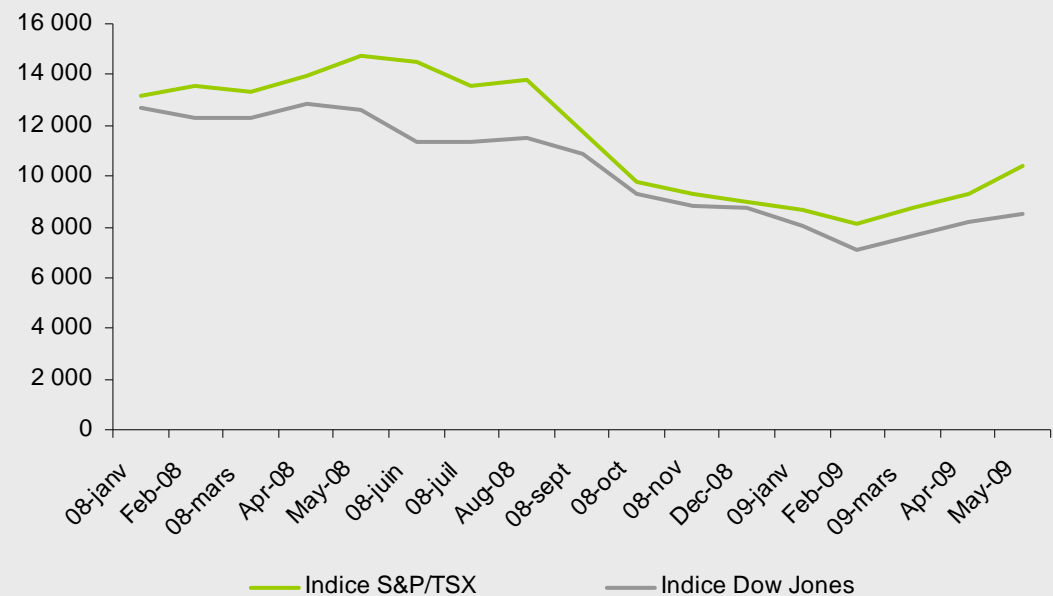
Plan de la présentation

- 1) Le contexte économique et financier
- 2) Plan pour soutenir les emplois et pour préparer la relance
- 3) Le financement public
- 4) Le régime d'épargne-actions II

Contexte économique et financier

- ◆ Au dernier trimestre de 2008, les bourses mondiales se sont effondrées sous l'influence d'une crise économique d'envergure planétaire.
- ◆ L'indice TSX a frisé les 15 000 points au 1^{er} semestre de 2008, mais a entrepris une descente jusqu'en février 2009.
- ◆ Des signes positifs au cours des derniers mois...

Évolution de l'indice S&P/TSX et du Dow Jones depuis le début 2008



Les prévisions économiques pour le Québec : une récession en 2009 et une reprise pour 2010

Produit intérieur brut réel au Québec

(variation en pourcentage)

	2009	2010
Budget 2009-2010 – 12 mars 2009		
• Finances Québec	- 1,2	1,9
• Secteur privé	- 1,2	2,2
Secteur privé – au 15 mai 2009		
• Moyenne des experts du secteur privé ⁽¹⁾	- 1,5	1,8

(1) Moyenne de 10 prévisionnistes.

Le Québec est tombé en récession par suite de la détérioration de l'économie aux États-Unis

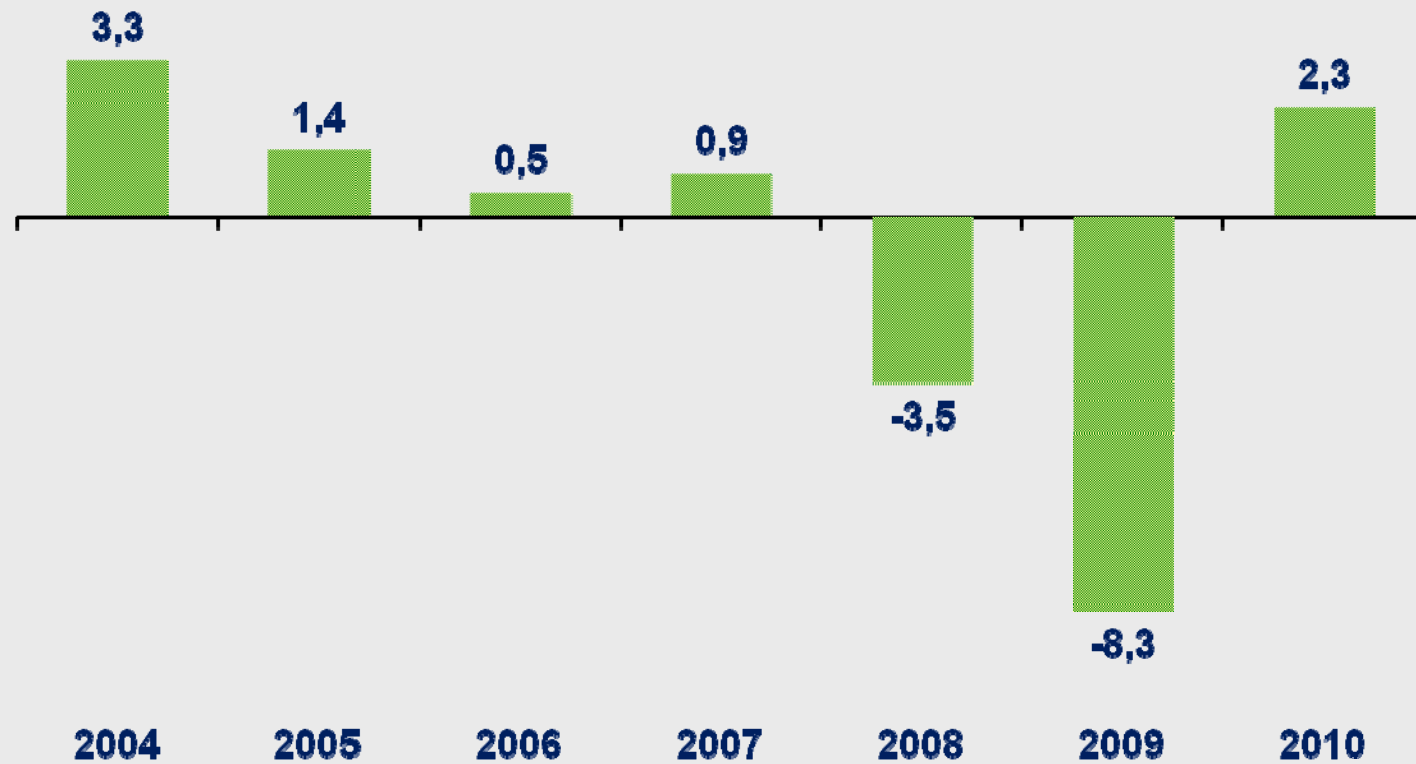
Perspectives économiques – budget de 2009-2010

(PIB réel, changement en pourcentage)

	2008	2009	2010
Europe	0,7	-2,4	0,1
Royaume-Uni	0,7	-3,1	0,0
États-Unis	1,1	-2,7	1,5
Canada	0,4	-1,6	2,1
Québec	1,0	-1,2	1,9

Déclin des exportations du Québec

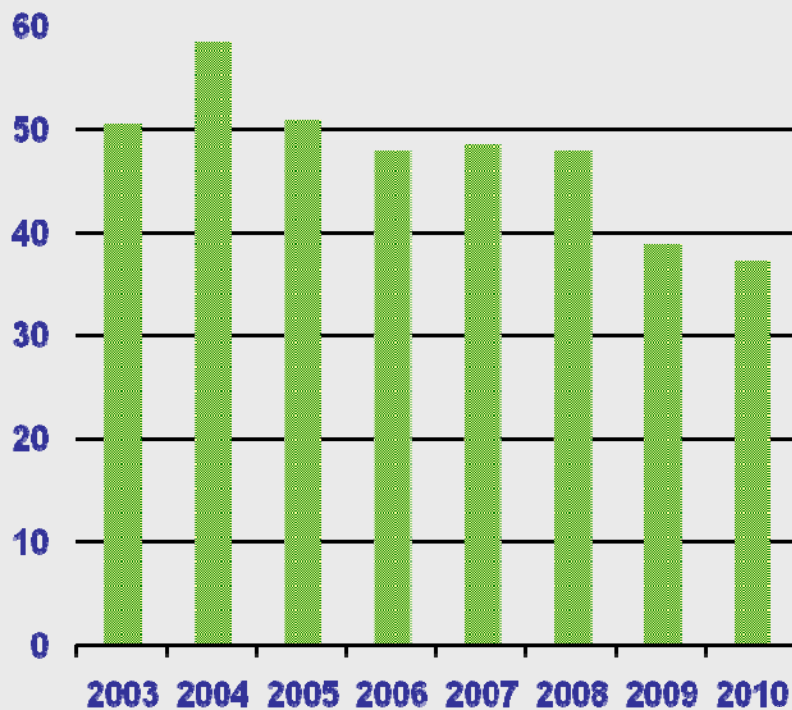
Exportations internationales du Québec (changement en pourcentage, en termes réels)



Récession moins sévère au Québec : le secteur de l'habitation se porte bien

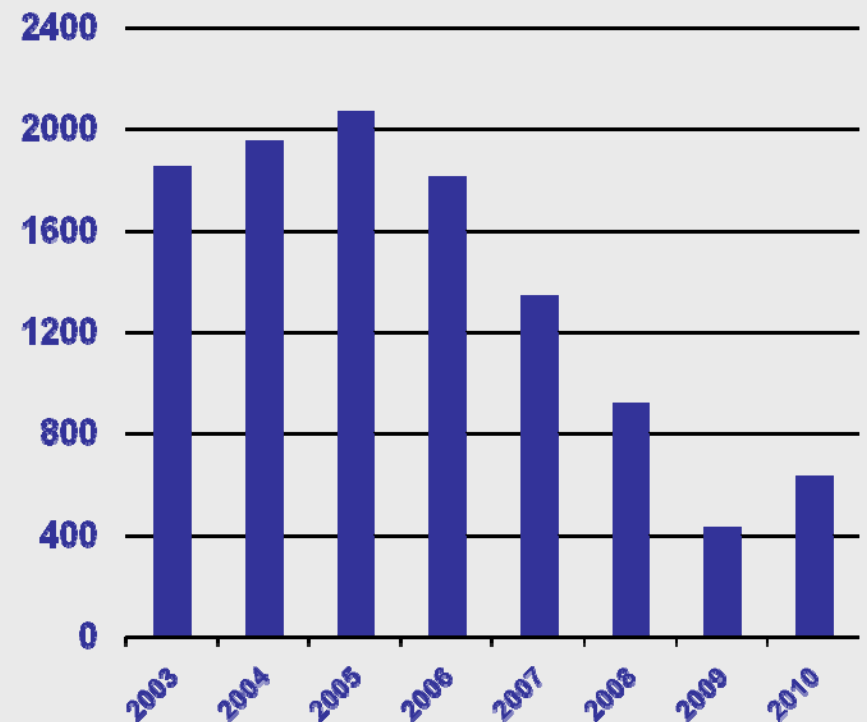
Mises en chantier au Québec

(en milliers d'unités d'habitation)



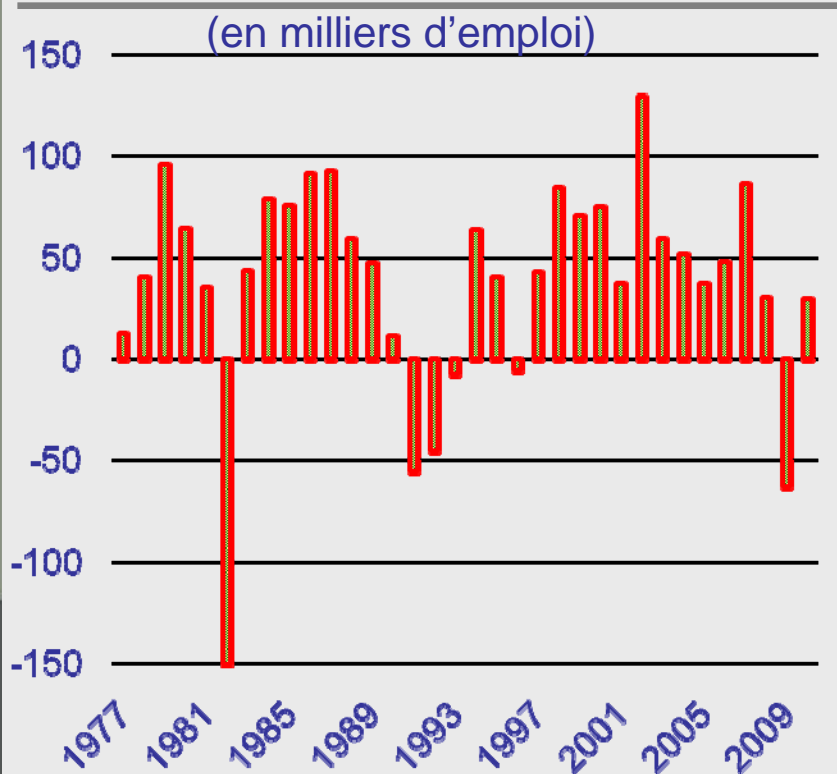
Mises en chantier aux États-Unis

(en milliers d'unités d'habitation)



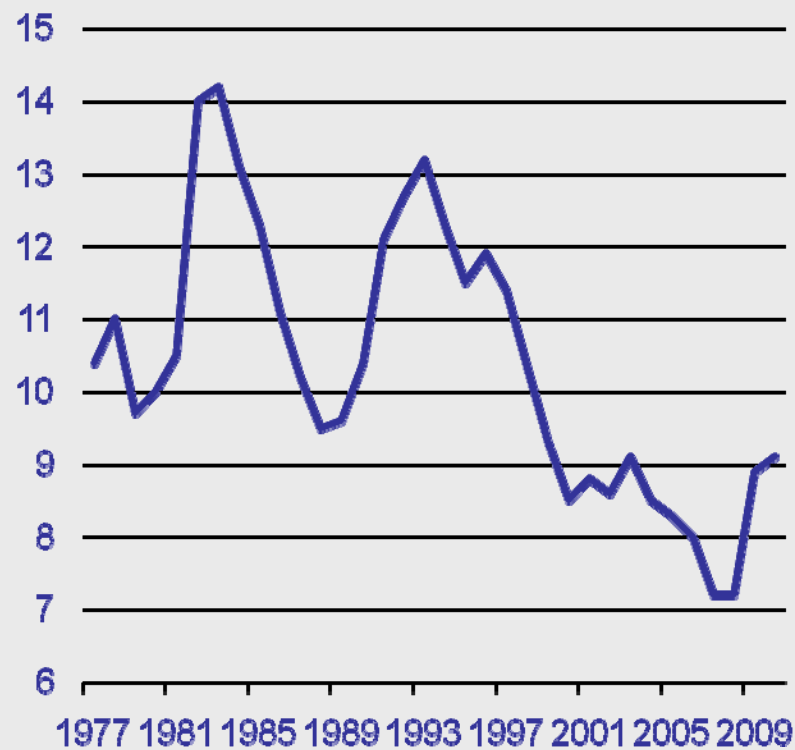
Marché de l'emploi : la détérioration n'est pas aussi marquée que pendant les récessions antérieures

Création d'emplois au Québec



Taux de chômage au Québec

(en pourcentage)



L'emploi au Québec résiste

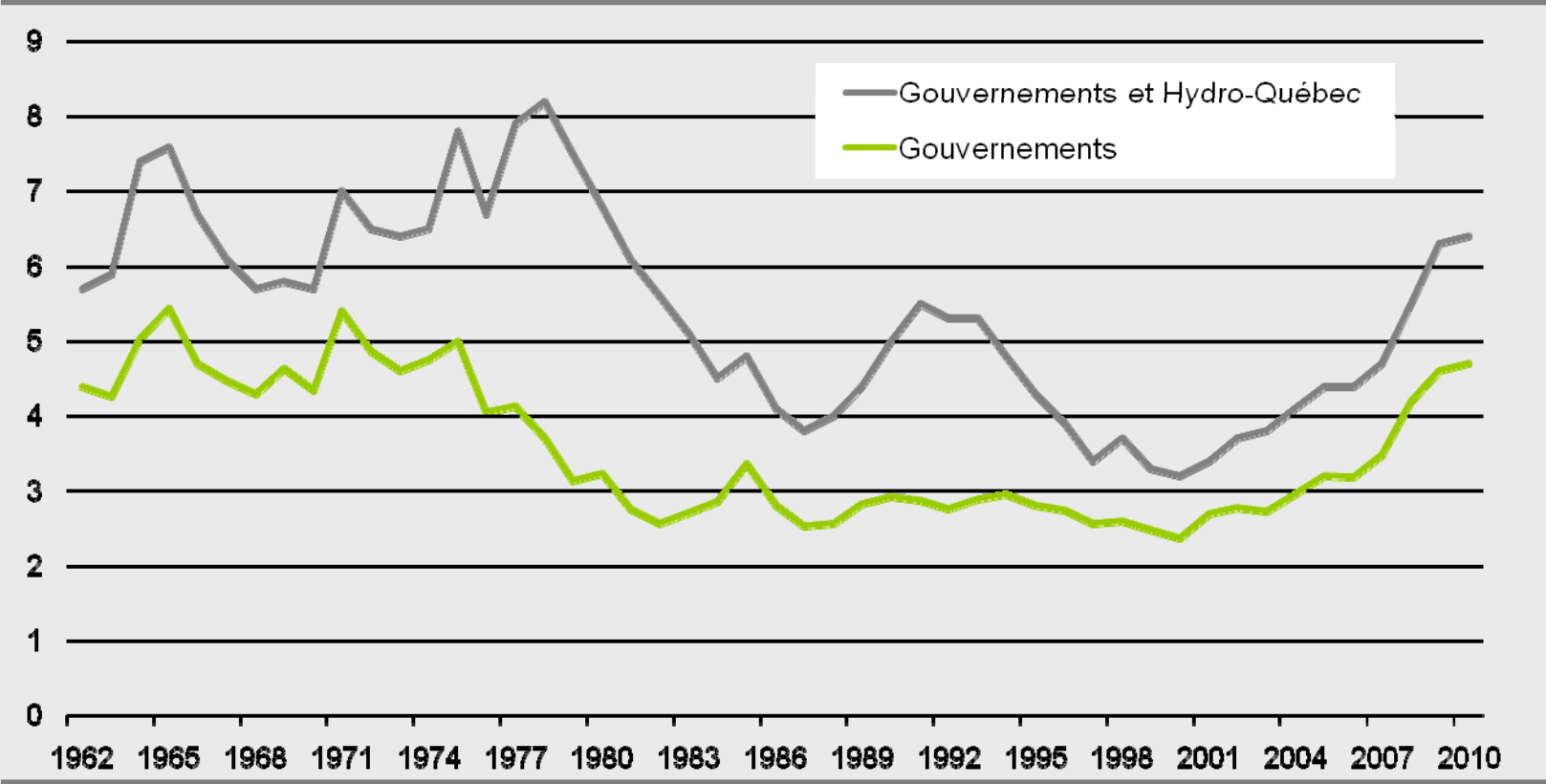
Évolution de l'emploi et du taux de chômage depuis octobre

2008	Québec	Ontario	Canada	États-Unis
Pertes d'emplois entre octobre 2008 et avril 2009	- 32,3	- 173,9	- 320,7	- 3 938,0
• en pourcentage	- 0,8	- 2,6	- 1,9	- 2,9
Taux de chômage en avril 2009	8,4	8,7	8,0	8,9
• augmentation	+1,2	+2,0	+1,7	+2,3

Sources : Statistique Canada, IHS Global Insight et ministère des Finances du Québec.

Investissements majeurs dans les infrastructures

Investissements des gouvernements et d'Hydro-Québec (en pourcentage du PIB)



Les secteurs clés de l'économie québécoise résistent

Part de la production et croissance des secteurs clés (variation réelle en pourcentage)

	Québec			Canada		
	Part de la production	Croissance		Part de la production	Croissance	
		2008	2009 ⁽¹⁾		2008	2009 ⁽¹⁾
Secteur manufacturier						
• Produits aérospatiaux et pièces	11,3	13,9	8,4	4,4	10,7	8,4
• Automobiles et pièces ⁽²⁾	—	—	—	12,3	- 21,4	- 46,5
• Autres secteurs manufacturiers	88,7	- 5,2	- 5,0	85,2	- 3,5	- 5,5
TOTAL	100,0	- 3,4	- 6,1	100,0	- 5,2	- 11,9

(1) Janvier.

(2) Données confidentielles pour le Québec.

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

Les allégements fiscaux depuis 2008 contribuent à la résistance québécoise

Allégements fiscaux des contribuables québécois depuis le début de 2008

(en millions de dollars)	2008-2009	2009-2010
Gouvernement du Québec		
Allégements fiscaux des particuliers ⁽¹⁾	1 307	1 826
Réduction du fardeau fiscal des entreprises ⁽²⁾	880	1 235
Sous-total	2 187	3 061
Gouvernement fédéral		
Réduction du taux de la TPS de 6 % à 5 % au 1 ^{er} janvier 2008	1 265	1 315
Réduction du fardeau fiscal des entreprises ⁽³⁾	1 133	1 399
Sous-total	2 398	2 714
TOTAL	4 585	5 775

(1) Incluant l'impact des nouvelles mesures annoncées le 4 novembre 2008.

(2) Incluant le plein impact de la baisse de la taxe sur le capital depuis le 1er janvier 2006 et de l'exemption de 1 M\$ dans le calcul du capital versé des PME.

(3) Estimation du ministère des Finances du Québec.

PLAN POUR SOUTENIR LES EMPLOIS ET POUR PRÉPARER LA RELANCE

Un contexte difficile pour nos entreprises

- ◆ D'abord, une crise financière, ensuite une récession économique mondiale...
- ◆ CONSÉQUENCES :
 - **Resserrement du crédit pour les entreprises**
 - Difficultés de financement même pour les entreprises en bonne santé financière
 - **Importants besoins de liquidités**
 - Financement des activités courantes
 - Projets d'investissements

Les actions des gouvernements pour faire face à la crise économique et financière

- ◆ Sécuriser le système bancaire
- ◆ Favoriser l'accès au crédit
- ◆ Soutien au secteur de l'automobile
(ex. : Espagne, RU, USA, Canada)
- ◆ Mesures de maintien en emploi et de soutien de la consommation
- ◆ Relance des travaux d'infrastructures publiques
- ◆ Allègements du fardeau fiscal

Le Plan économique du Québec : injection de 15 G\$ de liquidités dans l'économie, soit 4,9 % du PIB

Plan pour soutenir les emplois et pour préparer la relance de l'économie – Impact sur les liquidités

(en millions de dollars)

	Injection de liquidités dans l'économie en 2009 et 2010			
	Entreprises	Particuliers	Infrastructures	Total
Budget 2009-2010	2 340	678	363	3 381
Annonces précédentes ¹	3 002	749	7 890	11 641
TOTAL	5 342	1 427	8 253	15 023

Injection de liquidités dans l'économie en % du PIB

Québec	4,9 %
Canada	4,1 %
États-Unis	4,8 %

1) Énoncé économique du 14 janvier 2009, mesure annoncée le 19 décembre 2008, Le point sur la situation économique et financière du Québec du 4 novembre 2008, bonification du Plan québécois des infrastructures 2007 2012 et impact des baisses de taux de la taxe sur le capital de 2009 et de 2010.

5,3 G\$ de liquidités additionnelles pour les entreprises

- ◆ Budget 2009-2010 (mars 2009) : injection de **2,3 G\$** de liquidités
- ◆ Énoncé économique (janvier 2009) : contribution de **1 G\$** à la SGF
- ◆ Mise à jour économique et financière (nov. 2008) : **1 G\$** pour le programme *Renfort*
- ◆ Élimination de la taxe sur le capital : **1 G\$** avec la baisse des taux des 1^{er} janvier 2009 et 2010

Des solutions de financement pour toutes les entreprises

Des actions pour aider nos entreprises à faire face à la crise

	Entreprises visées	Type d'intervention	Projets ciblés
Programme Renfort	Principalement les PME	<ul style="list-style-type: none">– Prêt et garantie de prêt– Entre 250 000 \$ et 15 M\$	<ul style="list-style-type: none">– Acquisition d'équipements– Fonds de roulement
Contribution de 1 G \$ à la SGF	Moyennes et grandes	<ul style="list-style-type: none">– Prise de participation et prêt– Généralement plus de 5 M\$	<ul style="list-style-type: none">– Projet d'investissement
Fonds d'urgence de 500 M\$	Moyennes et grandes	<ul style="list-style-type: none">– Prise de participation– Entre 15 M\$ et 75 M\$	<ul style="list-style-type: none">– Projet d'investissement– Fonds de roulement

Des solutions de financement pour toutes les entreprises (suite)

Favoriser le démarrage et le développement de nos entreprises

	Entreprises visées	Type d'intervention	Projets ciblés
Favoriser la croissance de Fondation	Entreprises de moins de 100 M\$ d'actif	<ul style="list-style-type: none"> – Prise de participation – Généralement entre 2 M\$ et 5 M\$ 	<ul style="list-style-type: none"> – Projet d'investissement
Bonification de l'enveloppe des FIER-Régions	PME	<ul style="list-style-type: none"> – Prise de participation – Moins de 1 M\$ 	<ul style="list-style-type: none"> – Projet d'investissement
Fonds locaux d'investissement	PME	<ul style="list-style-type: none"> – Prêt et garantie de prêt – Moins de 250 000 \$ 	<ul style="list-style-type: none"> – Projet d'investissement
Nouveau Régime d'épargne-actions (RÉA II)	Actif de moins de 200 M\$	<ul style="list-style-type: none"> – Financement public 	<ul style="list-style-type: none"> – Projet d'investissement
Congé de redevances pour l'exploration gazière	Entreprise de toute taille	<ul style="list-style-type: none"> – Congé de redevances 	<ul style="list-style-type: none"> – Projets d'exploitation de gaz naturel

Des solutions de financement pour toutes les entreprises (suite)

Appuyer nos entreprises technologiques

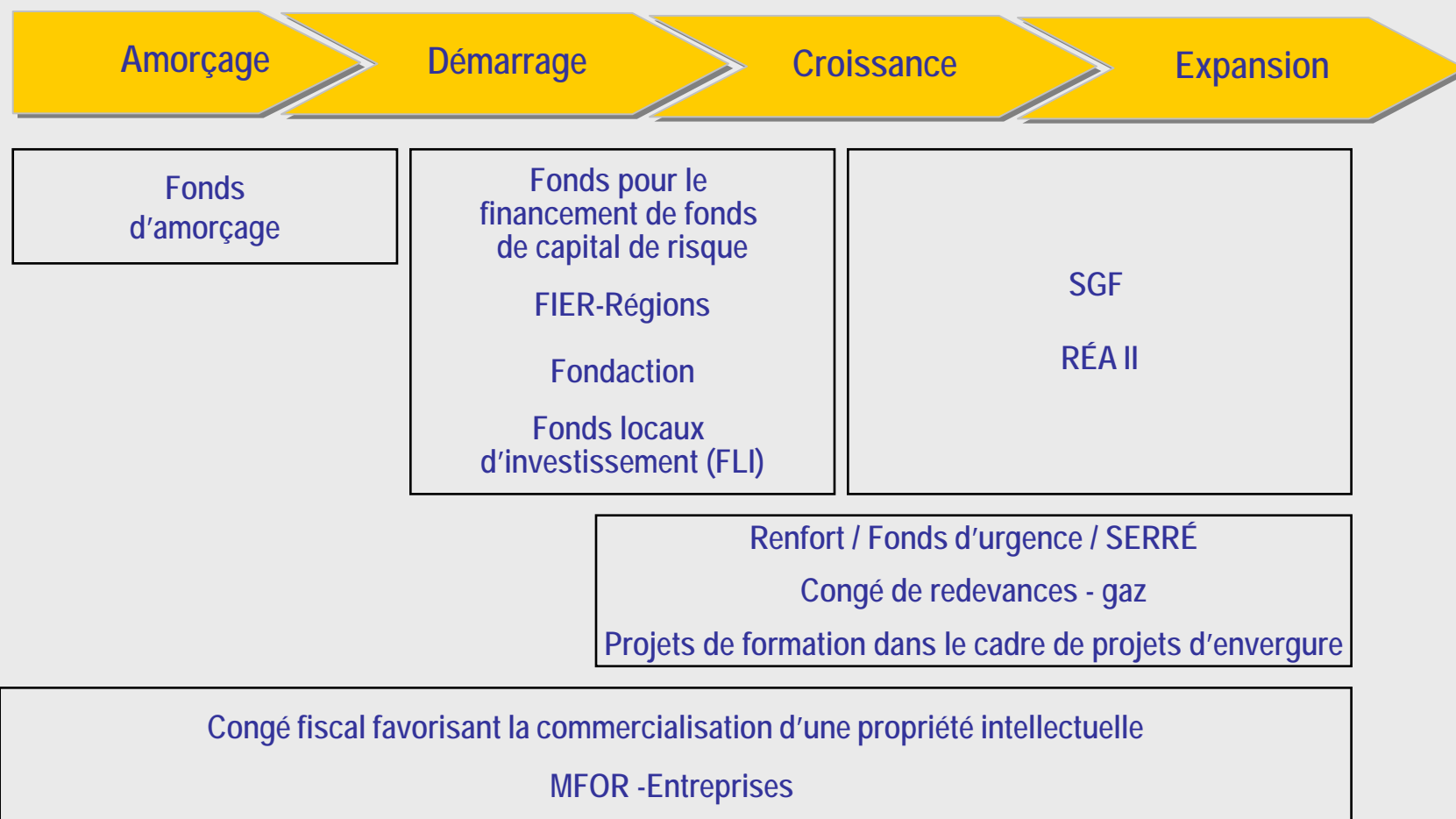
	Entreprises visées	Type d'intervention	Projets ciblés
125 M\$ pour la création de fonds d'amorçage	Entreprises technologiques	<ul style="list-style-type: none">– Prise de participation– Trois fonds de 42 M\$	<ul style="list-style-type: none">– Amorçage d'entreprises
825 M\$ pour le financement de fonds de capital de risque	Entreprises technologiques	<ul style="list-style-type: none">– Prise de participation– 15 à 20 fonds sectoriels	<ul style="list-style-type: none">– Projet d'investissement
Favoriser la commercialisation de propriété intellectuelle	Entreprises dérivées de la recherche	<ul style="list-style-type: none">– Congé fiscal	<ul style="list-style-type: none">– Commercialisation de propriété intellectuelle

Des solutions de financement pour toutes les entreprises (suite)

Le pacte pour l'emploi – une aide à la formation en entreprise

	Entreprises visées	Type d'intervention	Projets ciblés
MFOR – Entreprises	Toutes les entreprises	– Subvention pouvant atteindre 75 % des dépenses	– Formation de la main-d'œuvre
Projets de formation dans le cadre de projets économiques d'envergure	Entreprises en expansion	– Subvention pouvant atteindre 50 % des dépenses	– Formation de la main-d'œuvre
SERRÉ	Entreprises affectées par la crise	– Subvention pouvant atteindre 100 000 \$	– Formation de la main-d'œuvre

Une approche globale visant les entreprises à tous les stades de développement



Réduction du fardeau fiscal des entreprises

:

2 G\$ en 2011-2012, dont 900 M\$ pour les PME

Réduction du fardeau fiscal des sociétés - Gestes posés depuis 2003

(en millions de dollars)

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
PME	– 600	– 743	– 914
Grandes entreprises	– 676	– 843	– 1 044
TOTAL	– 1 276	– 1 586	– 1 959

Principales mesures de réduction de fardeau fiscal des entreprises

- ◆ Élimination de la taxe sur le capital pour toutes les entreprises d'ici le 1^{er} janvier 2011
 - Abolie depuis mars 2008 pour le secteur manufacturier
- ◆ Crédit d'impôt remboursable à l'investissement
- ◆ Crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques
- ◆ Amortissement accéléré pour le matériel de fabrication et de transformation et pour le matériel informatique

LE FINANCEMENT PUBLIC

Une source importante de capitaux
pour les entreprises

Un outil essentiel pour assurer le développement et la croissance des entreprises

- ◆ Accès à un important bassin de capitaux
- ◆ Équilibre entre l'endettement et les capitaux propres
- ◆ Mécanisme de sortie pour les investisseurs ayant contribué à la valorisation de l'entreprise

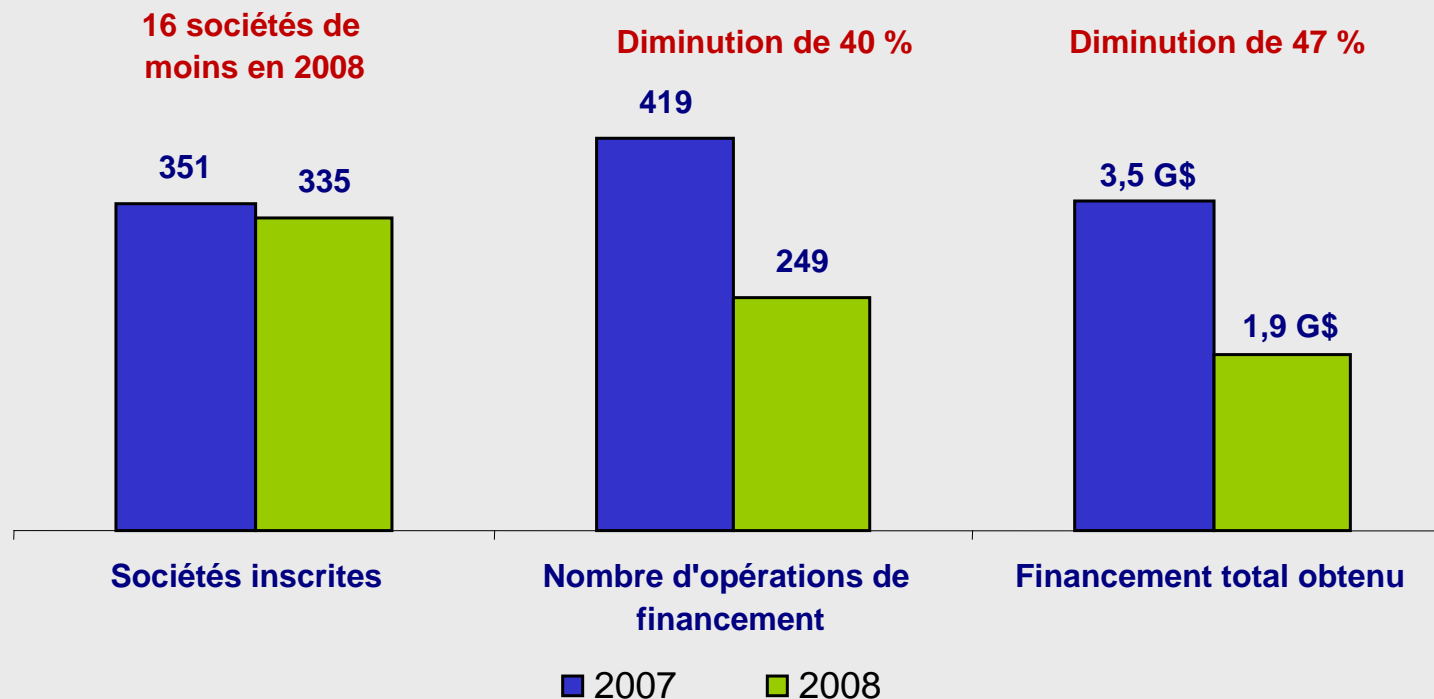
Le Québec a un retard à rattraper!!!

Proportion de sociétés inscrites à la Bourse de Toronto – Québec et Ontario



La crise financière ajoute aux difficultés du financement public

Sociétés québécoises inscrites à la cote d'une Bourse canadienne 2007 et 2008



Les entreprises publiques profitent de plusieurs mesures pour traverser la récession

- ◆ Nouveau RÉA II
- ◆ Programme Renfort (IQ)
- ◆ Soutien de la SGF
- ◆ Fonds d'urgence de 500 M\$ (FSTQ-SGF)
- ◆ Baisse du fardeau fiscal, notamment :
 - l'élimination de la taxe sur le capital
 - le crédit d'impôt à l'investissement

LE RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS II

Le RÉA II – un soutien pour le financement public des entreprises québécoises

- ◆ Introduction du RÉA en 1979
- ◆ Un programme qui a contribué :
 - au succès d'entreprises publiques québécoises telles que Cascades, Sico, Alimentation Couche-tard, etc.
 - à canaliser l'épargne des Québécois vers les sociétés du Québec cotées en Bourse
 - à faciliter l'accès au financement public aux petites et moyennes entreprises
 - à réduire l'impôt des particuliers en offrant un incitatif à l'épargne

Le régime Actions-Croissance PME

- ◆ Introduction d'ACCRO—PME au budget 2005-2006 en remplacement du RÉA
- ◆ Contexte
 - Croissance limitée des entreprises publiques québécoises
 - Peu d'entreprises publiques de taille moyenne
 - Retard par rapport à l'Ontario
 - Financement moyen inférieur à l'Ontario
- ◆ Recentré vers les plus petites entreprises
 - 100 M\$ d'actif et moins
 - Déduction de 100 %

Le contexte économique actuel commandait des modifications au régime en place

Différents intervenants ont proposé des modifications au régime Accro PME

- ◆ Équipe de décideurs (Comité de vigilance)
- ◆ Étude de SÉCOR
- ◆ Bourse de croissance TSX et Bourse de Toronto

OBJECTIFS DES MODIFICATIONS

- 1) Augmenter le bassin de capital disponible pour la capitalisation des entreprises québécoises
- 2) Stimuler les financements publics de nos entreprises dans le contexte de la crise actuelle
- 3) Réduire les contraintes administratives et améliorer la flexibilité du régime

Un régime plus accessible pour les entreprises et plus incitatif pour les investisseurs

Sociétés publiques québécoises ciblées par le RÉA II

Actif de 100 M\$ et moins

- 212 sociétés québécoises inscrites en bourse
- Capitalisation boursière de 2,9 G\$¹
- Actif total de 3,9 G\$²

ACCRO PME

Déduction : 100 %
Période minimale de détention : 3 ans

Actif de 200 M\$ et moins

- 225 sociétés québécoises inscrites en bourse
- Capitalisation boursière de 4,0 G\$¹
Augmentation de près de 20 %
- Actif total de 5,6 G\$²
Augmentation de près de 15 %

RÉA II

Déduction : 150 % jusqu'au 31 décembre 2010
Période minimale de détention : 2 ans

1) En date du 13 février 2009.

2) Selon les dernières informations publiques disponibles.

Source : OCRCVM.

Le nouveau RÉA II est en place

Les changements annoncés sont effectifs depuis le 20 mars 2009

- ◆ Des décisions anticipées pour l'admissibilité d'actions d'entreprises ont été accordées par Revenu Québec ou sont en cours d'analyse
 - Pour des appels publics à l'épargne et pour des placements privés
- ◆ Des entreprises ont déjà profité du régime
 - Des émissions publiques ont été réalisées (ex. : AAER Inc. pour un objectif de financement de 7,5 M\$)
- ◆ Des sociétés de placement offrent des comptes RÉA II à leurs clients
 - Industrielle alliance, NATCAN et autres
- ◆ Des fonds d'investissement ont réalisé des émissions de titres admissibles
 - Fonds COTE 100 RÉA II et Fonds d'investissement RÉA II Natcan Inc.
- ◆ Les contribuables pourront se prévaloir des avantages fiscaux bonifiés dans leur déclaration de revenus de 2009

Simplification de la procédure pour l'inscription d'action sur la liste de l'AMF pour couverture

Nouvelle procédure : plus simple et plus rapide

- ◆ La procédure de demande de décision anticipée auprès de Revenu Québec a été simplifiée
- ◆ Les entreprises peuvent faire leur demande via un formulaire prescrit
 - Ce formulaire est déjà disponible sur le site internet de Revenu Québec
 - www.revenu.gouv.qc.ca
- ◆ Revenu Québec transmet désormais la décision anticipée directement à l'AMF

Une opportunité à saisir!!!

Le gouvernement a mis en place un outil amélioré pour favoriser le financement public

Entreprises

- ◆ Profiter du régime pour obtenir du financement public
- ◆ Opportunité de développement et de croissance

Courtiers

- ◆ Promouvoir le régime auprès des entreprises et des clients investisseurs
- ◆ Mettre en place les mécanismes (ouverture de comptes)

Fonds d'investissement

- ◆ Offrir des titres accessibles et diversifiés
- ◆ Création de nouveaux fonds

En terminant...

- ◆ L'économie québécoise s'en tire relativement bien par rapport aux autres juridictions
- ◆ Au Québec, une action majeure est en place pour affronter la récession et la crise financière :
 - Allègements du fardeau fiscal
 - Investissements dans les infrastructures publiques
 - Plan pour soutenir les emplois et préparer la relance
- ◆ L'action gouvernementale profite également aux entreprises publiques, nouvelles ou actuelles
- ◆ Nous devons tous contribuer à la relance de l'économie!